

Il y a 90 ans...

LES GREVES DE 1936 DANS L'AIN

Le département de l'Ain, a connu lui aussi, lors du **grand mouvement social de 1936**, des grèves très importantes. Mais il faut signaler également que les luttes sociales dans le département ont été complètement "décalées" par rapport au "calendrier" national. Au niveau national, les grandes grèves se sont déroulées surtout fin mai et début juin 1936, pour trouver leur règlement dans les accords de Matignon du 7 Juin, et la reprise assez générale du travail vers le 11 juin. **Dans l'Ain, il n'y a pas eu une seule grève avant le... 8 juin.**



Le mouvement dans le département aura deux périodes assez distinctes: **Dans un premier temps, les grèves commencent dans la partie du département proche de la région lyonnaise: La première éclate donc le 8 juin 1936** (le lendemain des accords de Matignon) **sur un chantier de réfection des voies ferrées à Crépieux-la-Pape** (commune de l'Ain, à l'époque). Dès le 16 Juin, le travail s'arrête dans les ateliers de tréfileurs de Trévoux et dans les centres textiles de Miribel et de Saint-Maurice de Beynost. Les bonneteries BROSSARD sont

dans l'action pour exiger des augmentations de salaires, les ateliers sont occupés...

A partir du 21 juin, le travail reprend dans la plupart des entreprises bloquées.

Mais **entre-temps, le mouvement s'est déplacé de la région lyonnaise vers la région de Bellegarde, spécialement chez les travailleurs du bâtiment**, qui défilent en ville le 26 juin, derrière un drapeau tricolore et un drapeau rouge.

Du bâtiment, le mouvement s'étend dans une quinzaine d'entreprises: Occupation de la scierie à Coupy, grève et occupation de l'usine de corroierie PERROT frères, idem dans les carrières de Châtillon de Michaille, les imprimeries MICHAUX et MORET, les établissements SADAG....**Le 26 juin, ce sont les travailleurs du bâtiment qui défilent derrière un drapeau tricolore et un drapeau rouge.** On estime à 500 le nombre d'ouvriers en grève dans les chantiers de construction à ce moment-là.



Des négociations s'engagent, entreprise par entreprise, ce qui a pour conséquence la reprise du travail dans certaines usines, alors que d'autres, sans doute mises en éveil par les résultats obtenus par les voisins, se lancent à leur tour dans l'action.

A Bourg-en Bresse, la seule usine importante est la Tréfilerie Câblerie (aujourd'hui "Tréfileurop"). La grève y durera moins d'une demi-journée le 26 Juin. A tel point que le directeur de l'usine niera l'existence d'un quelconque mouvement. Pourtant la Direction a lâché des augmentations de salaire supérieures à celles prévues par les accords de Matignon...

Malgré ces règlements partiels, **le mouvement est à son apogée vers le 28 juin, avec 1 791 grévistes dans 51 entreprises** (27 à Bellegarde et 12 près de Lyon).

Début juillet le travail reprend un peu partout. Le 4 juillet il ne reste plus que 651 grévistes (dans 20 entreprises). Le 18 juillet, 307 salariés sont toujours en conflit, spécialement dans les petites entreprises du bâtiment et dans les carrières de la région d'Hauteville.

Les études menées montrent que **3 699 salariés sur un total de 21 562 travaillant dans le privé** (usines, entreprises du bâtiment) **participèrent au mouvement.**

Il y eut **une seule grève dans le commerce: aux "Dames de France", à BOURG**, le 22 juin, 50 femmes arrêterent le travail pendant un mois. Ceci nous permet, au passage, de rappeler la place importante qu'ont pris les femmes dans le mouvement, en particulier dans les entreprises du secteur textile (632 grévistes-femmes) Par contre il n'y eut aucun arrêt de travail dans les services publics.

Les revendications ont porté essentiellement sur les salaires, mais aussi sur la signature de contrats collectifs, ainsi que la reconnaissance du droit syndical.

En conclusion, on peut donc dire que les salariés de l'Ain ont participé au "mouvement de 36", même si c'est avec un peu de retard, en réclamant l'application des accords de Matignon, et en exigeant même parfois, pour leur entreprise, une amélioration de ceux-ci.

Extrait d'un texte de Jean MOLARD de 1996 :

« **POUR ECRIRE UNE PETITE HISTOIRE DE LA CGT DANS L'AIN** »

Les causes des grèves de 1936

Une des principales causes est l'insuffisance des salaires ; celui des ouvriers de l'Ain est faible surtout pour les femmes : Le salaire horaire des ouvrières du textile à Miribel est de 2 francs. A Bellegarde dans plusieurs entreprises les femmes sont encore plus mal payées. Aux Dames de France à Bourg en Bresse les employées du commerce perçoivent 400 francs par mois pour 50 heures de travail hebdomadaire. En 1936 le prix d'une litre de lait est de 1 franc, le kg de pain 1,6 F et le kg de bœuf 9,95 francs.

Rappel des principales avancées sociales en 1936 :

- Le parlement vote les 40 heures hebdomadaires sans diminution de salaire, les 15 jours de congés payés, le texte sur la création des conventions collectives.
- Les négociations avec le patronat ont apporté des augmentations de salaire 7 à 15 % (12 % en moyenne), les contrats collectifs de travail, pas de sanction pour faits de grève, le droit pour les travailleurs d'être représentés par des délégués.
- **Un autre fait important de cet été brûlant a été la syndication importante vers la CGT réunifiée**, par exemple sur la ville de Bourg les syndiqués sont passés de 600 à 3000 entre juin et septembre.

Cet afflux de syndiqués et les rentrées de cotisations correspondantes ont permis à la CGT un certain nombre d'investissements, dont l'acquisition du château de Grammont à Ceyzerieu en 1937 et l'hébergement d'enfants espagnols en 1939 (Voir Page de l'IHS n°40 du 7 octobre 2024).

